

Département des Pyrénées-Orientales
Arrondissement de Prades
EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil
de la Communauté de Communes Pyrénées catalanes
Séance du lundi 8 avril 2019

Membres en exercice : 36

Membres ayant pris part à la délibération : Michel GARCIA, Antoine TAHOCES, Joelle CORDELETTE, Jean Louis LACUBE, Philippe LOOS, Jean Luc MOLINIER, Jean Pierre ASTRUCH, Jean Louis DEMELIN, Georges VICENS, Michel SANTANACH, Jean Pierre INGLES, Jacky COLL, Daniel MARIN, Jean Luc SEGUY, Frédéric BES, Michel POUDADE, Alain BOUSQUET, Pierre BATAILLE, Jean Louis SARDA, Pierre RIU, Jean Luc CARRERE, Françoise MARTIN, François DELCASSO, Michel SARRAN (procuration à Jean Louis Sarda), Katell MATET (procuration à Jean Louis Carrere), Yves DOURLIACH (procuration à Pierre Bataille)

Date de convocation : 2 avril 2019.

Secrétaire de séance : Michel Garcia

Objet : Rectification de la répartition des emplois de la collectivité dans les groupes de fonctions par catégorie du RIFSEEP.

Le lundi 8 avril 2019 à dix-sept heures, le Conseil de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes, dûment convoqué, s'est réuni à la salle polyvalente de la piscine intercommunale de Matemale, sous la Présidence de M. Jean-Louis DEMELIN. Le nombre étant suffisant pour délibérer valablement, le Président déclare la séance ouverte.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en oeuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les arrêtés fixant les montants de référence pour les services de l'Etat

Vu l'avis du Comité Technique en date du jeudi 5 avril 2018 (extrait du PV en date du 23 avril 2018),

Vu le tableau des effectifs,

Vu la délibération du 18 décembre 2017 adoptant le principe du RIFSEEP, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu la délibération du 5 mai 2018 adoptant les modalités d'application du RIFSEEP à compter du 1^{er} janvier 2018,

Le Président rappelle que le Conseil communautaire a adopté le 18 décembre 2017 le principe du RIFSEEP, la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P) par le biais de la méthode globale, hiérarchisation par comparaison ; qu'il a également validé le 5 mai 2018 les modalités d'application du R.I.F.S.E.E.P instaurées lors du Conseil Communautaire du 17 décembre 2017.

Le Président explique qu'il est nécessaire de rectifier la répartition des emplois de la collectivité dans les groupes de fonctions par catégorie du RIFSEEP compte tenu des modifications des missions des agentes suivantes :

- chargée des marchés publics (filière administrative : cadre d'emplois des adjoints administratifs, catégorie C) à temps partiel à 80% de la collectivité,

- responsable des marchés publics (filière administrative : cadre d'emplois des rédacteurs, catégorie B) à temps complet,

- chargée de la comptabilité et des régies de recettes (filière administrative : cadre d'emplois des adjoints administratifs, catégorie C) à temps complet,

de l'expertise demandée pour l'exécution de leurs nouvelles missions.

Le Président propose à l'Assemblée délibérante de rectifier la répartition des emplois comme suit :

- Il s'agit de valoriser la technicité, l'expertise des nouvelles missions des agentes citées ci-dessus :

1. Chargée des marchés publics :

- Le groupe de fonctions de cette agente est modifié comme suit : passage du groupe de fonctions de C2 à C1,

2. Responsable des marchés publics :

- Le groupe de fonctions de cette agente est modifié comme suit : passage du groupe de fonctions de B2 à B1,

3. Chargée de comptabilité et des régies de recettes :

- Le groupe de fonctions de cette agente est modifié comme suit : passage du groupe de fonctions de C2 à C1,

- Par conséquent, les positions des agentes citées ci-dessus sont modifiées dans l'organigramme de l'EPCI dès avril 2019 et seront évalués sur cette fonction 6 mois après, leurs primes pourra évoluer après l'évaluation.

OUÏ CET EXPOSE, ET APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DECIDE A L'UNANIMITE :

- **de valider les propositions ci-dessus.**

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour extrait conforme
La Llagonne, le lundi 8 avril 2019.

Jean Louis DEMELIN,
Président.

Envoyé le 11-04-2019 à la Préfecture
Accusé de réception le 11-04-2019
NOTIFICATION FAST



A handwritten signature in black ink, appearing to read "Demelin", written over a horizontal line.